



Déclaration orale de la FIACAT co-sponsorisée par le CCPR Centre

Dialogue interactif avec le Rapporteur Spécial sur le Burundi

53^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

6 juillet 2023

Merci,

Mon nom est Anitha GATERETSE, je prends la parole au nom d'une coalition d'OSC burundaises¹ soutenue par le CCPR Centre et la FIACAT, dont la plupart ont été radiées par le gouvernement pour leur implication active dans la promotion des droits humains.

Après 3 ans au pouvoir du Président Evariste NDAYISHIMIYE, le constat est qu'il n'y a pas d'avancées considérables en matière de droits humains.

Lors de ces trois années, la ligue ITEKA fait bilan de 1806 assassinats dont 785 cadavres retrouvés, 138 enlèvements ou disparitions forcées, 376 cas de violences sexuelles et basées sur le genre et 1964 arrestations arbitraires. Depuis mai 2022, ACAT-Burundi a, elle, recensé 94 cas de torture, 243 assassinats et 255 arrestations et détentions arbitraires. Ces crimes bénéficient d'une impunité généralisée.

En outre, le Burundi continue de refuser toute collaboration avec le HCDH. De surcroit, cette semaine, une délégation du gouvernement a refusé de prendre part au dialogue pour l'examen périodique du Burundi par le Comité des droits de l'Homme au prétexte de la présence d'un défenseur arbitrairement condamné par contumace par la justice burundaise en raison de son action en faveur des droits humains.

Ainsi, nos organisations appellent le Conseil à continuer à porter une attention accrue sur le Burundi. Elles appellent également le Burundi à coopérer pleinement avec vous, à lutter contre l'impunité et à cesser immédiatement la répression à l'égard des défenseurs.

Je vous remercie.

¹ ACAT-Burundi, AJBE, APRODH, CAVIB, CB-CPI, Coalition Burundaise des DDH, COSOME, ESDDH, FOCODE, FORSC, Light for All, Ligue Iteka, RCP, SOS-Torture/Burundi, Tournons la page-Burundi et UBJ.